



Dr. Olivier Buirette

Depuis le 1^{er} janvier 2019, c'est l'un des plus grands pays d'Europe centrale et orientale qui a pris la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne. Avec à peu près vingt millions d'habitants et une superficie de 238 397 km², la Roumanie occupe pour la première fois de son Histoire, et pour six mois, cette prestigieuse fonction alors qu'elle est en pleine crise politique. Le pays succède ainsi à l'Autriche qui, avec une coalition nationaliste au pouvoir, avait déjà suscité quelques craintes.

Que reproche-t-on donc à la Roumanie depuis quelques mois ? En premier lieu d'avoir l'intention de protéger un certain nombre de responsables politiques en passe d'être jugés pour corruption ainsi que d'avoir entamé quelques réformes menaçant, comme dans le cas de la Pologne ou de la Hongrie, l'indépendance de la Justice. Décidément cette Europe centrale fait de plus en plus peur aux Occidentaux surtout dans la mesure où la Roumanie semble avoir rejoint les autres États de la région dans leurs dérives autoritaires.

Pourtant, le Président de la République, un pro-Européen modéré du centre-droit, Klaus Iohannis, affirme que ce semestre sous la responsabilité roumaine devrait se dérouler sans difficulté, et ce même si, depuis 2014, les Premiers mi-

La Roumanie : une présidence contestée de l'Union européenne au premier semestre 2019 ?

nistres contestés issus du Parti Social-Démocrate ont en effet posé un certain nombre de problèmes (abus de pouvoir, fraude fiscale, etc.) ceci allant jusqu'à la dénonciation de tentatives de rétablissement de l'ancien régime communiste dirigé par Ceaușescu.

Il est vrai que la transition entre le communisme et le capitalisme s'est mal passée en Roumanie. En effet, bien loin des tables rondes polonaises ou de la Révolution de Velours à Prague, la fin du règne de Nicolae Ceaușescu en décembre 1989 s'achève par une véritable hécatombe puis par un procès expéditif et une exécution sommaire du tyran et de son épouse après un sanglant pouvoir sans partage de 34 ans. Cela va se passer d'autant plus mal que cette « révolution » de décembre 1989 n'en est pas vraiment une puisque c'est l'aile réformatrice du PCR (Parti Communiste Roumain) qui a évincé les conservateurs.

Le nouvel homme fort est Ion Iliescu, un ancien apparatchik qui avait compris l'urgence des réformes. Celui-ci établit alors une lente transition qui, malgré une interruption de 1996 à 2000 avec un premier retour de la droite aux affaires en la personne d'Emil Constantinescu, devait durer jusqu'en 2004 après un deuxième retour de Ion Iliescu en politique.



Ce fut alors l'ère de Traian Basescu, le retour de la droite au pouvoir et un double mandat qui verra donc à la fois l'adhésion à l'OTAN (2004) puis à l'Union européenne (2007). Mais, Traian Basescu fut aussi confronté au choc de la crise économique et financière qui toucha de plein fouet les jeunes démocraties issues du bloc et qui amena Basescu à développer une politique d'austérité drastique dès 2009 menant à une cohabitation avec le parlement. Après une crise politique majeure et une brève destitution, il perdit le pouvoir au profit d'un personnage plus centriste en la personne de Klaus Iohannis, un Roumain issu de la minorité allemande, montrant ainsi aux minorités nationales que celles-ci pouvaient aussi avoir un avenir dans cette nouvelle Roumanie libre. Élu en 2014, celui-ci devrait donc terminer son mandat de cinq ans fin 2019.

On notera donc que l'on peut sans doute expliquer la faiblesse de la démocratie roumaine actuelle par la conjonction de deux facteurs : d'une part une transition démocratique très longue, qui - mis à part le cas de la Bulgarie - n'a pas d'égal dans les autres pays de la région ; d'autre part des problèmes économiques liés à la crise de 2008 qui ont fragilisé l'État et la société roumaine, entraînant dans l'ensemble de la région des dérives autoritaires dont les plus criantes en ce début d'année 2019 concernent la Hongrie et la Pologne.

Si la Roumanie est fragilisée pour commencer sa première présidence de l'UE, on constatera aussi que les alternances politiques des débuts ont tout de même réussi à se mettre en place et que si, tout comme chez ses voisins, des dérives inquiétantes existent, elles sont pour le moment moins graves que celles d'autres pays.

Essayons d'être optimistes en ce début d'année 2019 en faisant le vœu que ces six mois de présidence permettent à la Roumanie de prouver à l'Europe et au reste du monde sa maturité à figurer parmi les grandes nations européennes du XXI^e siècle alors que, en 2020, le pays fêtera dignement le centenaire de la naissance de la Grande Roumanie de 1920 - la question de la Moldavie restant alors un des défis à relever dans les années à venir.



Mireille Sadège

Rédactrice en chef
Docteur en histoire
des relations
internationales

En France, nous avons terminé l'année 2018 avec le mouvement des « gilets jaunes » qui se poursuit en 2019. Lors d'une émission télévisée, Bernard Tapie s'est dit sensible à leur souffrance et comprendre leurs revendications : « Ce sont des gens qui ont, à tort ou à raison, pensé qu'ils ne comptaient pas et, grâce à ce moment, ils voient qu'ils ne sont pas seuls et commencent à exister ». À la question : « vous soutenez les gilets jaunes, mais que pensez-vous des violences qui entourent ce mouvement ? », Bernard Tapie a déclaré que cette dimension était exagérée par les chaînes d'informations, les véritables gilets jaunes ayant choisi de ne pas être violents afin de conserver toute leur légitimité.

Quand on lui a fait remarquer que le mouvement bénéficiait avant tout aux partis extrémistes, notamment à celui de Marine Le Pen, Bernard Tapie a rétorqué : « Les populistes dénoncent les souffrances quotidiennes des gens en proposant des champs de rêves, mais leurs solutions sont irréalistes - regardez le Brexit. Alors les gens devraient s'interroger sur ces solutions ». Je rejoins sur ce point Bernard Tapie. Par ailleurs, je pense qu'au lieu d'agiter le spectre de la peur et de diaboliser les populistes, les médias devraient davantage démontrer l'irréalisme de leurs solutions. Mais les

Portrait d'une époque

médias sont-ils là pour informer ou pour manipuler la population ?

Dans sa chronique, Françoise Fressoz écrit : « Les gilets jaunes étaient encore 84 000 dans les rues samedi 19 janvier, mais plus ils manifestent, plus ils risquent de perdre la partie. C'est tout le paradoxe de cette dixième journée de mobilisation des « gilets jaunes », qui, tactiquement, est un succès par le nombre de manifestants et le recul des violences, mais qui, stratégiquement, ressemble à une impasse. Car à présent que le grand débat national est lancé, comment justifier de descendre dans la rue si ce n'est par refus du dialogue et volonté d'obtenir le départ de ce président qu'ils honnissent ».

Elle poursuit ainsi : « Emmanuel Macron n'est pas dans la réconciliation des deux France, il est dans la poursuite de son

combat. C'est tout le sens de « l'opération reconquête » qu'il mène depuis une semaine auprès des maires, sous le regard des caméras et donc des Français, non pas tant pour infléchir sa politique que pour l'expliquer et tenter de la prolonger ». Elle termine par une conclusion très judicieuse : « Mais il le fait avec un tel goût du one-man-show, un tel sens de la performance personnelle, que l'idée même du grand débat en pâtit. À quoi sert de consulter les Français si leur président a réponse à tout ? ».

De plus en plus, les questions de société telles que les mouvements migratoires, l'environnement, l'identité dominant le débat public en Europe et sont un moyen efficace de diviser la société. Cette tendance ne cesse de s'accroître. Vont-elles alors structurer le prochain scrutin européen en opposant les « progressistes » aux « populistes » comme l'a souligné le président français ? Néanmoins, la mobilisation des gilets jaunes sur des questions de justice sociale et de pouvoir d'achat pourrait changer la donne.

Je terminerai mon éditorial par un portrait assez pessimiste de notre époque dressé lors d'une interview par Monsieur Ömer Koç, président du Conseil d'administration Koç : « Nous traversons une conjonction internationale très particulière en raison des défis géopolitiques et des bouleversements dévastateurs liés à la technologie. C'est pourquoi nous nous trouvons face à de nouveaux problèmes compliqués et globaux ». Ömer Koç constate la menace qui pèse sur la paix et la croissance économique que nous connaissons depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, soit depuis environ 70 ans. Aujourd'hui, les pays développés - et en particulier les États-Unis -, qui ont élaboré une politique économique fondée sur la libéralisation, la mondialisation ainsi que la coopération, refusent de partager la prospérité et optent pour la fermeture et le repli. Par ailleurs, un peu partout dans le monde, nous assistons à un recul des droits et des libertés fondamentales. M. Koç souligne la difficulté des pays de l'Union européenne à élaborer des politiques communes, ouvrant ainsi la voie aux populistes qui se renforcent à chaque élection. Enfin, Washington préfère être le « patron », et non pas le « leader » du monde. D'après M. Koç, nous assistons désormais à une bataille des contraires, autrement dit à une confrontation entre l'ouverture à l'international et le repli sur soi, entre le libre-échange et le protectionnisme.

